



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Procédures Environnementales et Utilité Publique**

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

portant enregistrement d'installations de lavage-criblage de déblais inertes,

en application de l'article L.512-7 du Code de l'environnement

de la société XEROS ENVIRONNEMENT à Mérignac (33700)

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M. Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté ministériel, prévu par l'article L.512-7, du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE ;

VU l'arrêté ministériel, prévu par l'article L.512-10, du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 de la nomenclature des ICPE ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration (rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA) ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration (rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature IOTA) ;

VU le Plan National de Prévention des Déchets 2021-2027 ;

VU le SRADDET Nouvelle-Aquitaine approuvé le 27 mars 2020 ;

VU le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 adopté et approuvé le 10 mars 2022 ;

VU le SAGE Estuaire de la Gironde et milieux associés approuvé le 30 août 2013 ;

VU le SAGE Nappes profondes de Gironde approuvé en 2003 et révisé le 18 juin 2013 ;

VU le Schéma Départemental des Carrières approuvé le 31 mars 2003 ;

VU le Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération bordelaise, approuvé le 23 juillet 2024 ;

VU l'acte de vente, en date du 23 juin 2022, des parcelles EM 17 et EM137 sur la commune de Mérignac au profit de la société XEROS ENVIRONNEMENT ;

VU la demande présentée en date du 22 juillet 2025 par la société XEROS ENVIRONNEMENT, (SIREN n°788 689 990) dont le siège social est à Saint-Jean-d'Ilac (33127), pour l'enregistrement d'installations de lavage-criblage de déblais inertes (rubriques n°2515 et n°2517 de la nomenclature des installations classées et 1.1.10, 1.1.2.0, 2.1.5.0 de la nomenclature loi sur l'eau) sur le territoire de la commune de Mérignac (33700) ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

VU le rapport de recevabilité de la demande d'enregistrement en date du 1er août 2025 ;

VU l'avis du Service Eau et Nature de la DDTM33 en date du 22 août 2025 demandant des informations complémentaires ;

VU l'avis favorable du maire de Mérignac (33 700), en date du 2 septembre 2025, sur la proposition d'usage futur du site ;

VU les compléments transmis par le pétitionnaire relatif à l'avis du Service Eau et Nature susvisé les 19 septembre et 5 novembre 2025 ;

VU l'avis favorable de la Commission Locale sur l'Eau au regard du SAGE Nappes profondes de Gironde, en date du 2 septembre 2025 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU l'absence d'observation du public entre le 29 septembre et le 27 octobre 2025, à la fois sur le registre en mairie de Mérignac et par voie électronique ;

VU l'absence d'observation des conseils municipaux de Mérignac et Saint-Jean-d'Ilac consultés entre le 4 août 2025 et le 11 novembre 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 novembre 2025 ;

VU la communication au pétitionnaire du projet du présent arrêté, par courriel du 26 novembre 2025, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement ;

VU le retour du pétitionnaire par courriel du 27 novembre 2025, sans observation sur le projet du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que XEROS ENVIRONNEMENT projette d'implanter de nouvelles installations dédiées à la valorisation de déchets inertes par lavage-criblage, au droit des mêmes parcelles que son activité existante, mais en partie Sud actuellement inexploitée ;

CONSIDÉRANT que les activités des deux sites voisins demeureront néanmoins distinctes : les matériaux transitant et traités sont de natures différentes et aucun transfert de matière n'aura lieu entre les sites ;

CONSIDÉRANT que le fait de scinder les activités en deux exploitations au titre de la réglementation ICPE ne peut être considéré comme un contournement de procédure puisque l'ensemble ferait l'objet d'une procédure d'enregistrement de même nature que celle dont la présente demande fait l'objet ;

CONSIDÉRANT que l'accès aux installations objet de la présente demande se fera par un chemin traversant le site déjà existant et qu'il y a donc lieu, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'imposer l'édition d'une convention régissant les droits, devoirs et responsabilités entre les deux sites pour ce qui relève des équipements communs ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage industriel ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- hors zone listée au 2-c de l'annexe III de la directive 2011/92/UE susvisée, à l'exception de la zone à forte densité de population (agglomération bordelaise) pour laquelle les aménagements prévus n'aggravent pas la situation concernant le bruit, les vibrations et l'envol de poussières ;
- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;
- en zone naturelle qui permet l'installation du projet de lavage-criblage de déblais inertes ;

CONSIDÉRANT le caractère peu significatif des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone puisque le procédé en eau ne génère pas de poussière ni de nuisance sonore ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

CONSIDÉRANT qu'au vu du dossier remis, le pétitionnaire s'engage à mettre en place les mesures suivantes visant à éviter et réduire les incidences du projet sur son environnement, notamment en ce qui concerne les points suivants :

- rejets atmosphériques : le lavage-criblage est un procédé en eau qui ne génère aucune poussière, les envols ne peuvent donc provenir que des stocks de matériaux, protégés du vent par le caractère enclavé du site ceint par des arbres et un merlon paysager ;
- émissions sonores et vibratoires : aucun concassage n'aura lieu sur site et les avertisseurs de recul des engins seront à fréquences mélangées (« cri du lynx ») ;
- rejets aqueux : le lavage-criblage des déblais est réalisé en circuit fermé, donc aucune eau de procédé n'est rejetée. Les seuls rejets aqueux proviennent du ruissellement des eaux pluviales et traitées par un séparateur d'hydrocarbures ;
- prélèvement d'eau : bien que le projet constitue une hausse d'environ 3% des prélèvements sur la commune de Mérignac (+30% de ses prélèvements industriels), le taux de recirculation de l'eau prévu dans le procédé est de 95%, les 5% d'appoint correspondant à l'humidité résiduelle des produits finis et des galettes de boues pressées. L'utilisation de la ressource en eau est à mettre en regard de la valorisation des déchets inertes qu'elle permet, en substitution de matériaux nobles qui devraient autrement être extraits de carrières ;
- infiltration/inondation : l'imperméabilisation d'une partie du site est compensée par un débit de fuite du réseau de collecte des eaux pluviales correspondantes limité à 3 . En cas d'orage décennal, la hauteur d'eau à stocker sur site est de seulement quelques centimètres ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des mesures d'évitement et de réduction précitées, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde.

ARRÊTE

TITRE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

Article 1.1 – Bénéficiaire et portée.

Les installations de la société XEROS ENVIRONNEMENT (SIREN n°788 689 990) dont le siège social est situé à Saint-Jean-d'Illac (33 127), faisant l'objet de la demande susvisée du 22 juillet 2025 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Mérignac (33 700) à l'adresse Passe des villas « Lande de Bellevue Sud », parcelles EM 17pp et 137pp. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

Les installations mentionnées aux articles 1.3 et 1.4 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.2 - Caducité.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Article 1.3 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	260 kW	E
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	5 500 m ²	D

Régime : E (enregistrement), D (déclaration)

Article 1.4 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA).

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	3 forages, 7 m ³ /h maximum chacun	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	60 000 m ³ /an maximum	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	1,5 ha	D

Régime : D (déclaration)

Article 1.5 – Conformité au dossier d'enregistrement.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 22 juillet 2025, complétée les 19 septembre et 5 novembre 2025. Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

Article 1.6 – Mise à l'arrêt définitif.

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel tel que défini à l'article D.556-1 A du code de l'environnement.

Article 1.7 - Arrêtés ministériels de prescriptions générales.

S'appliquent à l'établissement a minima les prescriptions des textes réglementaires suivants :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7 du code de l'environnement) du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7 du code de l'environnement) du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments en application de l'article R.541-43-1 du code de l'environnement.
- arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration sous la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA ;
- arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration sous la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature IOTA.

Article 1.8 - Compléments aux arrêtés ministériels de prescriptions générales.

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.

Article 2.1 – Convention de gestion commune.

L'exploitant tient à jour et à disposition de l'inspection des installations classées une convention établie entre lui-même et tout exploitant avec qui certains équipements sont communs (accès depuis la voirie, chemin d'accès, passage de réseaux, défense incendie, ...). Cette convention régit les droits, devoirs et responsabilités de chacune des deux parties a minima en matière de circulation sur les parties communes ainsi qu'en cas d'incident ou accident sur l'un ou l'autre des sites.

Article 2.2 – Déchets acceptés.

Les seuls déchets acceptés sur le site sont des terres, pierres et cailloux inertes, correspondant aux codes déchets 17 05 04 (Déchets de construction et de démolition : « Terre et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses ») et 20 02 02 (Déchets municipaux issus de jardins et parcs : « Terres et pierres »).

Article 2.3 – Création des trois ouvrages.

Les trois forages sont réalisés dans les règles de l'art et captent exclusivement la nappe du Plio-quaternaire. L'exploitant transmet au service Police de l'eau (ddtm-sner@gironde.gouv.fr), dans un délai de 2 mois après la fin des travaux, un rapport de fin de travaux comprenant notamment les localisations géographiques et les coupes géologiques et techniques des trois ouvrages, conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration

Article 2.4 – Suivi des prélèvements d'eau souterraine.

L'exploitant est tenu, conformément à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration (articles 8 et 10) :

- d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.
- de noter mois par mois sur un registre spécialement ouvert à cet effet (modèle libre) les éléments du suivi de l'exploitation des ouvrages avec :
 - les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
 - les incidents survenus au niveau de l'exploitation ;
 - les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure.

Ce registre doit pouvoir être présenté à jour aux agents de service chargés de la Police de l'Eau ou à toute personne habilitée à exercer le contrôle des installations et prélèvements.

Les données contenues dans ce registre sont conservées durant trois ans. En cas de cession des ouvrages, ce registre est transmis au nouvel exploitant.

TITRE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS.

Article 3.1 – Frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 – Délais et voies de recours.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R.514-3-1 du code de l'environnement**, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'arrêté leur a été notifié ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 3.3 – Publicité.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Mérignac et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mérignac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R.512-46-11, à savoir les communes de Mérignac et Saint-Jean d'Illac.

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 3.4 - Exécution.

Le présent arrêté sera notifié à la Société XEROS ENVIRONNEMENT.

Une copie de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de Mérignac,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le

- 3 DEC. 2025

Pour le Préfet et par délégation
Le Préfet
le Secrétaire Général

François DRAPE

Annexe : plan de masse des installations

